

plans de contre-révolution. Mais je peux affirmer qu'ils doivent être au moins dans les grandes villes extraordinairement isolés. Même les tenants du passé sentent bien que maintenant se sont eux qui sont « en dehors ».

Depuis octobre on ne regarde plus autour de soi avant de dire ce qu'on pense à très haute voix — mais de plus ce qu'on dit a trait à l'avenir du socialisme, aux conseils ouvriers, au Parti. La marche du pays, du gouvernement de l'économie, c'est notre affaire, l'affaire de chaque communiste de chaque travailleur, c'est à nous! Voilà ce qu'octobre, en brisant le couvercle de plomb stalinien a fait refluer.

Ça va loin! J'y vois la base profonde de toute la lutte autour des conseils ouvriers. Il ne s'agit plus seulement du niveau de vie ou plus exactement les revendications sont inséparablement combinées avec toute cette attitude fondamentale de l'ouvrier dans le monde.

Les usines, l'économie aussi sont à nous. Avant octobre il fallait l'oublier, aujourd'hui on l'affirme de plus en plus hautement. Avant octobre, les bureaucrates sabotaient nos usines, c'est pour cela qu'il fallait se soulever contre eux —, aujourd'hui c'est nous qui voulons les gérer parce que la police qui nous en éloignait a été détruite.

Si en France un capitaliste voulait construire une usine sur un lac on rirait, mais après tout c'est son affaire, c'est son argent, c'est à lui. En Pologne on riait, mais derrière le rire bouillonnait l'indignation, parce

EN POLOGNE

que c'est à nous. Le capitalisme ne se maintient pas seulement par la gendarmerie et le nombre des propriétaires. Il se maintient aussi parce qu'un lien « magique » est accepté, même par les exploités, en temps normal, entre le capitaliste et son usine: le lien de la propriété. Ce qui est détruit par la révolution, c'est ce lien magique dans la conscience collective de la classe ouvrière et dans celle de chaque ouvrier. Ce lien magique n'a jamais été sacré entre le bureaucrate et l'usine. L'ouvrier français veut chasser le patron, parce qu'il est inutile (et nuisible) en tant que tel, il n'y a pas besoin du patron pour que ça marche. L'ouvrier polonais peut considérer qu'il y a trop de bureaucrates, mais une fois leur nombre réduit il ne dénie pas au comptable, au technicien, ou l'administrateur une utilité. Ce qu'il lui dénie, c'est le droit de diriger. Il ne le juge pas comme un patron anachronique mais comme un employé (son employé), qui a usurpé le pouvoir. Je conseille aux « théoriciens » qui ont inventé la « classe » bureaucratique d'examiner cet aspect du problème: l'ouvrier de la dictature du prolétariat, même dégénérée, n'aborde ni l'usine ni le bureaucrate comme des étrangers, mais comme des choses et des gens lui appartenant.

Lorsqu'un social démocrate ou un stalinien vous parle en France de « nos exportations, notre production d'acier » et pis encore, de « nos colonies », c'est agaçant, on lui demande: « Tiens tu produis de l'acier, tu as des colonies? ». Lorsque un ouvrier polonais dit *nos usines, notre patrimoine national*, c'est vrai! Et depuis octobre il le dit comme une revendication, la revendication fondamentale.

Bien souvent, des philosophes abordent la classe ouvrière d'un point de vue qu'ils croient être matérialiste: celui du niveau de vie. Les ouvriers s'occupent du beaface — les philosophes des idées (1). La réalité est bien autre. Avant de s'effondrer, les natoliniens promirent des augmentations de salaires de 50 % afin de regagner une audience parmi les ouvriers, ils ne regagnèrent personne. Ceci parce que ce n'était pas, et ce n'est toujours pas, *seulement* le niveau de vie qui dressait les travailleurs mais leur colère de voir leurs usines, leur patrimoine national sabotés en même temps que leurs efforts.

En écoutant les ouvriers polonais parler de leurs soucis familiaux, de leurs difficultés professionnelles, de leurs critiques de l'économie on retrouve vite les conceptions théoriques marxistes les plus profondes sur la construction du socialisme dans la période de transition. Il ne s'agit pas seulement de revendications de salaires, il s'agit d'une revendication touchant à toute l'organisation et la direction de la société dont, naturellement et au premier plan, l'économie nationale.

La NEP et la reconversion

En même temps qu'une amélioration des conditions de vie de travailleurs, il fallait donc que Gomulka réponde vite à leur revendication plus générale de réorganisation de l'économie. Les intellectuels, les journalistes avaient dénoncé avec virulence et talent la gabegie bureaucratique, les travailleurs s'étaient révoltés contre elle, Gomulka avait eu l'appui des uns et des autres pour l'extirper.

La tâche sur ce plan peut être décrite comme une combinaison de deux réformes urgentes: la NEP et la reconversion. La NEP dans ce sens qu'il fallait dans tous les domaines relâcher la tension soi-disant socialiste. La reconversion, dans ce sens, qu'il fallait remettre le plan de développement industriel dans un rapport réaliste avec les possibilités matérielles et humaines. L'ensemble allant de pair avec une amélioration des condi-

(1) Ainsi, J.-P. Sartre écrivait dans *l'Express* du 9 novembre 1956: « De ce point de vue, la faute plus énorme a probablement été le rapport Krouchtchev car, à mon avis, la dénonciation publique et solennelle, l'exposition détaillée de tous les crimes d'un personnage sacré qui a représenté si longtemps le régime, est une folie quand une telle franchise n'est pas rendue possible par une élévation préalable et considérable, du niveau de vie de la population ».

tions de vie, une destruction de l'omnipotence de la bureaucratie et de ses privilèges.

La NEP s'est surtout manifestée par la nouvelle attitude à l'égard des paysans, dissolution des fermes collectives, augmentations des prix diminuant le prélèvement fait sur les campagnes au profit des investissements industriels. En même temps l'artisanat, que la nouvelle industrie est loin d'avoir été capable de remplacer peut de nouveau exister assez largement. Dans l'ensemble il s'agit de concessions à la petite bourgeoisie productrice dont l'activité économique, industrielle et commerciale, est encore indispensable pour combler les failles encore larges de l'industrie étatisée. Ces concessions économiques se sont accompagnées de concessions politiques: autonomie plus grande rendue aux partis paysans et au parti démocrate; religieuses: plus grande liberté au culte catholique, rétablissement de l'enseignement religieux; sociales: droit de vendre la terre.

La reconversion signifiait un allègement général du poids des investissements industriels et plus spécialement de celui des investissements dans l'industrie lourde. En même temps il est promis d'accroître la production d'objets de large consommation au détriment de l'industrie des moyens de production et de l'industrie de guerre. Pendant la campagne électorale, les dirigeants, Cyrankiewicz en particulier, promirent que des entreprises travaillant pour l'armée produiront maintenant pour la population civile.

En général, la combinaison NEP-reconversion a pour but de mettre les plans plus en rapport avec les possibilités du pays en matières premières, en capacité de production, en capitaux. Il n'existe pas de projet détaillé tout au moins public, mais l'orientation semble parfaitement raisonnable. Ce n'est pas sur elle que porte les critiques. Un des communistes les plus à gauche et les plus critiqués que j'ai rencontrés, m'a bien dit l'opinion générale: « Nous sommes forcés de faire une NEP, nous en avons besoin à cause de notre état arriéré et des erreurs des bureaucrates. Bien entendu ce n'est pas un bien dans l'absolu, mais c'est une étape nécessaire ». En ce qui concerne la suppression des fermes collectives également, on comprend que le recul est destiné à leur permettre un nouveau développement au fur et à mesure où l'industrie pourra fournir les moyens nécessaires et permettra ainsi une adhésion volontaire des paysans convaincus par la pratique de la supériorité de la grande exploitation scientifique.

Dans ce domaine ce sont surtout les staliens qui attaquent Gomulka. S'il reçoit des critiques de la gauche sur la trop grande ampleur des concessions au profit de la petite bourgeoisie, le plus souvent dans la discussion on reconnaît que s'il a parfois été trop loin en arrière, c'est parce que l'ampleur du mécontentement dû la politique stalinienne l'y obligeait pour repartir vraiment à neuf. Par exemple, les étudiants sont très sensibles aux concessions religieuses faites aux catholiques (sur le journal mural du ZMS dans la cour de l'Université il y a des caricatures et articles anticléricaux avec une pointe tournée vers le parti, ainsi une affiche intitulée: *Au nom de la coexistence, en raison de l'assemblée paroissiale, la réunion du parti est remise*), mais ils me dirent surtout qu'il « avait fallu être souple » et que leur vigilance est surtout tournée vers l'avenir.

Je dois même dire que je n'ai pas entendu beaucoup de critiques, même parmi les travailleurs, au sujet des inégalités de conditions de vie qui subsistent. Peut-être est-ce le hasard du choix de mes interlocuteurs, mais il semble que la suppression des privilèges criants de la bureaucratie et la simplicité des dirigeants actuels aient donné assez largement satisfaction à la population. L'ouverture à tous des « maisons à rideaux jaunes » et autres établissements « réservés » a fait disparaître un objet de scandale. La différence de salaire continue à exister, mais dans des limites pas assez extraordinaires pour soulever de larges protestations. Ce qui demeure un sujet de mécontentement actif, c'est la différence des conditions d'habitation (d'où l'idée d'un partage des grands appartements que j'ai signalé). De plus, ces différences n'apparaissent plus comme spécifiquement liées à l'appareil. D'une part, les intellectuels, journalistes, professeurs, etc., vivent dans des conditions de confort moyen, c'est-à-dire beaucoup mieux que les ouvriers, mais je n'ai pas rencontré d'ouvriers qui le leur reprochent, car ils ne les considèrent pas comme des bureaucrates budgétivores. D'autre part il est hors de doute que les nouveaux dirigeants vivent simplement. C'est un fait connu que Gomulka vit modestement et je peux ajouter une expérience personnelle: à la Maison des Journalistes, je polémique d'une façon assez aigüe avec le deuxième secrétaire du Comité du Parti de Varsovie, un autre homme aux cheveux blancs et sa femme. Ils étaient tous les trois très simples dans leur comportement et dans leurs vêtements; j'appris après leur départ, que l'autre homme était le général Hibner, vice-ministre de l'Intérieur. Ce n'était pas par démagogie que ces trois personnages (ce sont des héros nationaux) étaient si peu « ministériels ».

Il subsiste des inégalités manifestes entre le haut et le bas, dues surtout au bas niveau du bas moins qu'au luxe du haut, mais je ne crois pas que ce soit resté une source directe et profonde du mécontentement.

L'autre réforme indispensable que devait vite réaliser Gomulka était la décongestion du personnel bureaucratique. Il l'a faite, mais aucun chiffre n'a pu m'être donné. Néanmoins elle a dû être assez sensible. Des journalistes m'ont dit que dans des bureaux ministériels, des commissions sont passées de 100 à 12 et même à 5 personnes. Son ampleur peut se juger par un autre critère: celui du chômage. En effet, la plus grande partie des chômeurs le sont devenus depuis octobre (cela pose même un problème économique et surtout politique comme nous le verrons) et ce sont surtout d'anciens fonctionnaires. Il est vrai que les chiffres que l'on m'a donné varient de 30.000 à 300.000, mais en admettant que celui de 180.000 que m'ont donné des professeurs d'économie politique du parti se rapproche de la réalité, cela représente déjà une diminution certaine de l'appareil, surtout que cette diminution continue.

Mais c'est un fait qu'aussi raisonnables et bien accueillies qu'elles soient, toutes ces réformes n'ont pas touché à la source du mécontentement et ne pouvait donc le tarir.

(A suivre.)